

Namur, le 23 novembre 2021

Courrier à l'attention de Mesdames et Messieurs les Député.e.s : Marie ARENA, Marc BOTENGA, Saskia BRICMONT, Olivier CHASTEL, Philippe LAMBERTS, Benoit LUTGEN, Frédérique RIES, Marc TARABELLA, Pascal ARIMONT, Geert BOURGEOIS, Cindy FRANSSSEN, Assita KANKO, Sara MATTHIEU, Kathleen VAN BREMPT, Johan VAN OVERTVELDT, Tom VANDENKENDELAERE, Hilde VAUTMANS, Guy VERHOFSTADT

Mardi 23 novembre 2021... Un jour d'espoir pour l'avenir ou un jour noir pour l'avenir ? Le RWLP insiste pour que les député.e.s européens qui nous représentent rejettent cette nouvelle PAC ! Car la PAC aussi, suivant ce qu'elle contient, continuera à amplifier les inégalités et la pauvreté... ou pourrait participer à l'inverse !

Madame la Députée, Monsieur de Député,

Si le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté s'est associé aux actions récentes et prend la plume en ce jour du vote de la nouvelle PAC, c'est pour vous demander avec conviction et force de NE PAS ALLER DANS CE SENS. Parce que cette nouvelle PAC est contraire à tous les enjeux et les défis qui sont devant nous, dont l'enjeu de la réduction des inégalités pour lutter contre la pauvreté, chez nous et dans le monde. Le RWLP est soucieux de la réduction des inégalités pour lutter contre la pauvreté à travers tous les leviers structurants de notre société. La PAC est un levier structurant qui pourrait changer les perspectives, si vous le décidez. Pour cela il faut refuser celle-ci, pour prendre radicalement un autre chemin, tous les derniers événements nous le disent : la crise sanitaire, les inondations, **mais également l'appauvrissement des populations, des producteurs, des terres, de l'environnement, de la vie locale et collective qui est une terrible crise permanente à laquelle il faut résolument s'attaquer.**

Vous ne pouvez rester sourd.e.s et aveugles au fait que cette nouvelle PAC perpétue un modèle d'agriculture intensive, destructrice de la biodiversité et de l'environnement, des conditions de vie de producteurs et de la santé des consommateurs. Et vous le savez, dans cette équation, ce sont toujours les plus faibles qui sont les premiers perdants, tant du côté des producteurs que des consommateurs. En effet, cette enveloppe de 387 milliards d'euros (40% du budget de l'UE!) continuera à gaver les grandes industries agricoles, et à étrangler les petit.e.s agriculteurs.trices dans le texte qui est sur la table ! Comment est-ce pensable que sur vos terrains locaux, vous défendiez la production locale, la relocalisation, des emplois ancrés, et qu'en même temps, vous puissiez voter un modèle européen qui tue de telles dynamiques ou les empêche de prendre de l'ampleur ? Comment entendre que vous puissiez vous intéresser à la lutte contre la pauvreté sur vos territoires locaux, au niveau belge et européen, en

agissant sur les déterminants de la santé dont l'alimentation et la qualité de vie environnementale sont des éléments essentiels, en votant un tel texte ? Comment assumer vos contradictions en

votant un tel texte, alors qu'à tous les niveaux de pouvoirs sont mis en avant les objectifs du développement durable, dont l'article 1 vise à faire disparaître la pauvreté ?

Les urgences climatiques et sociales sont incompatibles avec cette réforme de la PAC qui retarderait de 7 très longues années la transition environnementale et sociale. L'agriculture est pourtant un domaine d'activité qui pourrait être à la fois un véritable puits d'absorption d'émissions de gaz à effet de serre, de gestion différente de l'environnement et de la biodiversité, de contribution à une santé communautaire bien meilleure, d'accès à une alimentation saine, de conditions de vie décentes pour les agriculteurs et producteurs et pour les consommateurs. Une production reposant sur une agriculture intégrée, localisée, à dimension humaine et de qualité, avec des emplois de qualité, de plus en plus accessibles à tous, contribuerait aussi à enrayer l'organisation de l'aide alimentaire dramatiquement devenue aussi indispensable qu'un rouage de l'industrialisation agro-alimentaire !

Parce qu'il est question d'urgence climatique et environnementale, parce qu'il est question d'urgence sociale, parce qu'il est question de paix sociale... ne votez pas ce texte !

Madame la Députée, Monsieur le Député, nous comptons sur vous, nous scrutons le fruit de vos échanges et de votre vote ce mardi 23 novembre 2021.

Les témoins du vécu/militant.e.s,
L'équipe,
Christine Mahy, secrétaire générale et politique du RWLP.